

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 109 (1964)
Heft: 6

Artikel: Service secret : 1940-1945
Autor: Masson, R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343200>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Service Secret¹

1940-1945

Le 10 mai 1940, les Allemands rompent le front allié, notamment dans les Ardennes et poursuivent leur offensive vers la Manche. Drames de Calais et de Dunkerque. Réembarquement pour l'Angleterre du corps expéditionnaire Gort avec des rescapés français. Gamelin, puis Weygand qui lui a succédé le 19 mai, ont perdu les 2/5^{èmes} de leurs forces. L'armée belge capitule le 28 mai. La première phase de la campagne de France est terminée.

Le 5 juin, la Wehrmacht, franchissant la Somme, reprend ses attaques, cette fois axées nord-sud vers le centre du pays. Paris est déclarée « ville ouverte ». Son gouverneur est le général Dentz; le colonel Groussard, ancien commandant de Saint-Cyr, est son chef d'état-major. Ces deux officiers attendent l'arrivée des Allemands. Et le récit de notre auteur commence.

Les éléments précurseurs de l'ennemi font irruption dans la capitale. Premiers contacts et pourparlers avec l'occupant. Images de Paris où défilent des troupes du III^e Reich. Exode de nombreux Français dans le sillage du gouvernement qui s'est replié sur Bordeaux. Difficultés de ravitaillement de la population demeurée sur place.

Puis Dentz et Groussard, malgré leurs légitimes protestations, sont internés dans une résidence surveillée. Leur mission temporaire a pris fin.

Pendant ce temps, la guerre-éclair accentue son rythme. La défense de la Seine est submergée. A l'est de Paris, déclenchement d'une puissante offensive de blindés allemands qui, agissant par le plateau de Langres sur la trouée de Belfort,

¹ *Service secret* (1940-1945), par le colonel Georges A. Groussard. — Editions de « La Table ronde », Paris.

prennent à revers les garnisons françaises qui jalonnent encore la ligne Maginot dans le secteur de l'Alsace-Lorraine. Weygand cherche à regrouper ses forces sur la Loire. Le 10 juin, l'Italie avait attaqué la France dans les Alpes maritimes.

L'armistice est signé à Compiègne, le 28 juin. Paul Reynaud, président du Conseil, démissionne. Le maréchal Pétain devient chef de l'Etat français. Il s'installe à Vichy, capitale de la zone dite libre. Il a 84 ans!

* * *

Le colonel Georges A. Groussard, qui a pu quitter Paris, rejoint le nouveau gouvernement. Il y compte quelques amis, dont le général Huntziger, ministre de la guerre, belle figure de soldat et de patriote. Que cherche-t-il au juste à Vichy? Pour le moment, il n'en sait rien. Il veut tout simplement, comme tant d'autres, continuer à servir son pays. Mais où est le devoir, en ces jours de découragement? La plus grande partie de la France est occupée et administrée par l'ennemi. Pétain n'a que l'autorité que lui concède le vainqueur. Il ne dispose, dans la zone sud, que d'une petite armée pour le maintien de l'ordre. Cela n'intéresse pas Groussard. Il n'y a plus de guerre active en Europe, bien que les combats aériens se poursuivent entre Berlin et Londres, l'Angleterre n'ayant pas abandonné la lutte. Les Etats-Unis ne sont pas encore entrés dans le conflit; le poids de l'intervention des Américains ne se fera sentir que lors de leur débarquement, le 8 novembre 1942, en Afrique du Nord. Mais aujourd'hui, la Wehrmacht est toute-puissante et libre de ses mouvements car, en ce mois de juin 40, on ne pressent pas encore sa campagne de Russie, puisque Staline demeure l'allié de Hitler.

Alors, que faire? Groussard, en vieux soldat de métier, à l'image de de Gaulle, n'a plus qu'une idée: réintroduire la France dans la guerre, sous une forme qui soit à la mesure des possibilités du moment. Ces possibilités, en cette année 1940, sont strictement limitées. Elles ne peuvent s'exprimer

tout d'abord que par une opposition de principe aux exigences de l'occupant. Puis on commence à faire du renseignement au profit de Londres. Ensuite des actes de sabotage dans la zone occupée viseront à affaiblir la valeur combative de l'ennemi, à diminuer, notamment en matière de transports routiers et ferroviaires, sa liberté d'action. Il importera aussi de faciliter l'évasion vers la Grande-Bretagne et l'Afrique du Nord de ceux qui veulent reprendre les armes pour la juste cause de leur pays. Enfin, le moment propice venu, il conviendra de préparer la collaboration des « Forces françaises de l'intérieur » (FFI) avec des troupes alliées éventuellement débarquées en France. Tout cela porte un nom : la *Résistance* ! Groussard a désormais trouvé sa vocation et tout son livre *Service secret* gravite autour de cet apostolat.

Assurément, la notion de « résistance » n'est pas nouvelle. Elle est, au cours des ans, le seul refuge des peuples opprimés par une domination étrangère. Mais si ce principe est immuable et permanent, ses modalités d'expression varient selon la situation concrète du moment. En 1940, nous l'avons dit, seule l'Angleterre, sous le prestigieux et tenace Churchill fait encore figure de belligérant dans le camp allié. Elle est faible dans la défense territoriale de son île, heureusement couverte par l'obstacle de la Manche. Mais elle est efficace dans les airs et puissante sur mer. C'est, pour l'instant, le seul appui moral et matériel de la France. Certes, la résistance française est représentée à Londres par de Gaulle et son comité de libération. Mais leurs moyens d'action, à cette époque, sont limités. Et puis, ils se méfient de Vichy.

* * *

Et maintenant, c'est la grande aventure. Groussard est tout d'abord nommé « Inspecteur général des services de la sûreté nationale ». Ce titre, un peu trop compromettant à ses yeux, il le modifie en « Centre d'informations et d'études » qui sera le paravent de son activité clandestine. Il organise

ses réseaux qui deviendront, plus tard, parallèlement à d'autres, autant de pivots de la Résistance. Les mois passent et nous sommes au 13 décembre 1940 qui marque l'arrestation et le renvoi du premier-ministre Laval, accusé par plusieurs de ses collègues de trahir la cause française au profit du III^e Reich et donc au préjudice de la Grande-Bretagne. Certains voient en Groussard l'artisan de cette chute et les Allemands exigent la suppression immédiate de son organisation, du moins sous sa forme actuelle. En cette fin d'année 1940, le « Centre d'informations et d'études », tel que le concevait son créateur, a vécu. Groussard n'a plus de fonctions « officielles ». Mais il poursuivra la lutte, bénéficiant encore de précieux appuis à Vichy où certains membres du gouvernement tiennent à disposer d'une forte personnalité répandue dans les milieux antiallemands et pouvant assurer la liaison avec ces derniers.

* * *

Comme nous l'avons souligné plus haut, la Résistance française, pour être efficace, doit pouvoir s'appuyer sur le gouvernement anglais et agir en étroite collaboration avec de Gaulle. Il importerait aussi d'en unifier les éléments trop dispersés dans la métropole et outre-mer et de hiérarchiser son organisation. Enfin, il convient au plus tôt d'éclaircir les rapports franco-britanniques et d'aboutir à des accords secrets entre Londres et Vichy. Groussard décide de se rendre à Londres, sous sa responsabilité. Si sa démarche échoue, il en supportera seul les conséquences; si elle réussit, elle sera inscrite au bénéfice de ses chefs. On retrouve ici l'un des aspects communs à tout service de renseignements...! Le général Huntziger lui donne sa bénédiction et Pétain son sourire. Le voyage ne manque pas de difficultés, ni son récit de saveur. Il faut tout d'abord « sortir de France », ce qui exige un certain esprit sportif. Il en est de même lors du retour, l'avion où se trouve le messenger de Vichy ayant été repéré par la Luftwaffe.

« Ce que m'a dit Churchill » est le chapitre captivant où Groussard, arrivé à Londres le 14 juin 1941, relate son entretien avec le Premier britannique, dont l'accueil est chaleureux, la parole simple, directe et franche. Le gros cigare et le whisky traditionnel créent l'ambiance. Churchill lui expose la situation générale telle qu'on peut l'apprécier à cette époque de la guerre, sa certitude de voir les Etats-Unis se ranger bientôt aux côtés des Alliés, la nécessité, pour la France, de soutenir l'effort de l'Angleterre ou, pour le moins, de ne rien entreprendre qui soit contraire aux intérêts des deux pays, son ferme espoir en une victoire commune. Puis il ajoute :

Dites à ceux qui vous ont envoyé ici que je comprends la situation pénible qui est la vôtre, dans cette malheureuse France saignante, pressurée, coupée en deux... Je sais que la tâche de vos chefs est presque surhumaine; je les approuve de vouloir protéger le plus possible la France et les Français: mais je leur demande de ne pas oublier que leurs alliés continuent à se battre; je leur demande d'avoir foi en l'avenir... Moi aussi, si je gouvernais votre pays, je ne dirais pas aux Allemands: « Je vous déteste! » parce qu'il faut toujours éviter le pire, avec acharnement... Moi aussi, je biaiserais, je chercherais à gagner du temps, à propos de tout: mais j'aiderais par tous les moyens possibles ceux qui restent mes compagnons d'armes... Dites à Vichy que je respecte profondément la personne du Maréchal Pétain. Jamais je n'ai cru que cet homme puisse souhaiter la victoire allemande. Toutefois, il aurait pu, depuis l'Armistice, nous être utile en bien des occasions; il ne l'a pas fait ¹!

L'émouvant dialogue se poursuit et Groussard perçoit toujours mieux que Churchill est un grand ami de la France. C'est très réconforté qu'il prend congé de son hôte illustre dont l'exposé l'a convaincu et recoupe ses propres concep-

¹ L'auteur reviendra sur ce dernier point dans son chapitre sur *Le fardeau du Maréchal Pétain*. La place nous manque ici pour analyser également ces pages où le colonel Groussard souligne la difficile tâche du vieux Maréchal et, en des termes chevaleresques, lui rend justice. Il y a dans ce récit de la noblesse et une belle franchise qui nous rendent son auteur bien sympathique.

Signalons, pour mémoire, à ceux de nos lecteurs qui s'intéressent aux événements de Vichy deux ouvrages qui font autorité: *Le temps des illusions*, par H. Du Moulin de la Barthète (Les éditions du Cheval ailé, Paris) et *Histoire de Vichy*, par Robert Aron (Arthème Fayard, Paris).

tions. Le lendemain, il voit Antony Eden, ministre des affaires étrangères, avec lequel il discute notamment des problèmes de l'Afrique du Nord et aussi de l'unification de la Résistance. Puis il rencontre John Winant, ambassadeur des Etats-Unis à Londres qui lui dit « attendre avec impatience le moment où son pays pourra se joindre à l'Angleterre ». L'ambassadeur s'intéresse à la Résistance et aux possibilités d'action du général de Gaulle en France. Ce dernier est absent de Londres et Groussard déclare : « J'éprouve un profond regret de ce que de Gaulle soit actuellement en Syrie. Il m'est difficile de prendre contact avec son entourage, d'une façon continue et profitable pendant qu'il est absent. J'aurais à faire face à la méfiance (d'ailleurs explicable) et aux hésitations de personnes qui risqueraient, même en étant de la plus entière bonne foi, de fausser ou de tronquer le sens de ma mission aux yeux de de Gaulle... L'absence du chef de la « France libre » est l'un des motifs principaux qui me conduiront à revenir à Londres le plus tôt possible, dès que j'aurai rendu compte à Huntziger des résultats et des espoirs qu'offre mon premier séjour en Angleterre ».

Groussard aura tout de même quelques contacts avec des collaborateurs de de Gaulle, notamment le colonel Passy, un des officiers de son état-major. On s'explique ouvertement sur la situation à Vichy et le désir qu'ont certains membres du gouvernement Pétain de voir se resserrer les liens avec Londres. Pour éviter tout risque de malentendu entre Français, Groussard précise les raisons de ses entretiens avec les Anglais.

Dans l'ensemble — et compte tenu de l'absence du chef de la « France libre » — la mission dont s'est chargé Groussard est un succès.

Si nous avons donné une certaine ampleur à ce chapitre, alors qu'il s'agit ici pour nous d'une simple notice bibliographique, c'est que les tentatives faites par Vichy, avec le consentement du Maréchal, pour se rapprocher de Londres sont généralement mal connues, surtout des détracteurs de

Philippe Pétain. Rappelons que plusieurs démarches de même nature furent également entreprises par d'autres personnalités, ce qui ne fait du reste que confirmer le principe admis par la Résistance.

* * *

Groussard rentre à Vichy, persuadé, à juste titre, de s'être acquitté honorablement de sa mission, dans l'intérêt de la France. Désormais, selon Churchill, il allait assurer une liaison continue, secrète mais officielle, entre Vichy et Londres. Le « Foreign Office » lui a remis un code secret pour ses communications franco-britanniques et l'ambassadeur des Etats-Unis lui a donné les indications nécessaires pour l'échange de messages directs.

Le 15 juillet, le colonel Groussard est arrêté par la police dans la petite localité de Ferrières-sur-Sichon où il réside depuis quelques jours. C'est l'œuvre de Darlan, successeur de Laval et de Pierre Pucheu, alors ministre de l'intérieur. Bien entendu, ni Huntziger ni Ménétrel (le médecin-confident de Pétain) ne sont au courant. Sans doute les contacts de Groussard avec Londres n'ont-ils pas échappé à ceux qui, à Vichy, sont hostiles à la Résistance et à la collaboration franco-britannique et peut-être pas non plus à la vigilance des Allemands? Groussard est emmené à Vals-les-Bains où il est interné. Il y trouve Paul Reynaud et Georges Mandel. Ce chapitre est intitulé, avec mélancolie: *De l'espoir à la prison*.

Pendant cette détention, il s'efforce de maintenir son influence sur ses réseaux et sa liaison avec Londres. Il apprend que le général Huntziger s'occupe de sa libération. Mais, le 12 octobre, on annonce la mort de ce grand soldat dans un mystérieux accident d'avion, à son retour d'Afrique du Nord. Groussard a perdu un précieux ami et la France un éminent serviteur. En novembre, on demande à Groussard de signer une déclaration par laquelle il s'engagerait à cesser « toute résistance » moyennant sa mise en liberté. Il refuse. Cette

proposition lui est renouvelée, le 1^{er} janvier 1942, par Pierre Pucheu, qui a désiré s'entretenir personnellement avec le « prisonnier » et qui l'invite à collaborer avec le gouvernement. Même attitude négative de Groussard, placé finalement en résidence surveillée à Cannes où, avec un singulier entêtement, il reprend sa mission. Il installe son P.C. à Valbonne (non loin de la ville) où l'une de ses filles a été recueillie par des amis. En avril 1942, Laval revient au pouvoir. Une fois de plus, Pétain a dû céder aux Allemands. Pour « neutraliser » Groussard, on lui demande de reprendre du service dans les troupes coloniales, son arme d'origine, ou de faire valoir ses droits à la retraite. Il se décide pour cette dernière solution qui lui permettra de rester sur place et de poursuivre son action. Du moins l'espère-t-il ! Mais le duel Laval-Groussard continue. Le 26 avril, deux inspecteurs de la police se présentent à Valbonne et ramènent Groussard à Cannes, où la surveillance devient de plus en plus étroite. Le 26 mai est la date de sa deuxième arrestation. Nouvel internement à Vals-les-Bains. Groussard décide alors de faire la « grève de la faim ». Il écrit à Laval : « Je demande à être livré sans retard aux autorités occupantes afin de partager le sort des martyrs qui, chaque jour, sont lâchement assassinés. N'ayant pas d'autre moyen pour obtenir satisfaction, je déclare qu'à partir d'aujourd'hui je commence la grève de la faim jusqu'à ce que mort s'ensuive ou jusqu'à ce que : ou bien je sois remis aux autorités allemandes, ou bien je sois remis en liberté. Que l'on sache bien que l'on ne peut rien contre un homme qui a fait, en toute sérénité, le sacrifice de sa vie et qui est persuadé de la défaite des ennemis que servent ses persécuteurs ». Tout Groussard est dans ces mots !

Mais Vichy trouve un autre stratagème. Le 1^{er} juin, il est transféré à Privas, chef-lieu de l'Ardèche. Cependant, sa nouvelle résidence n'est pas un hôpital. Il ne tarde pas à s'apercevoir que la maison mystérieuse où il vient d'arriver n'est autre qu'un « asile d'aliénés », parfaitement bien équipé pour redonner à « ceux qui n'ont pas faim », par un traitement

spécial, l'envie de manger. Toutefois, la mère-supérieure et le médecin-chef de cet étrange établissement constatent que leur nouveau pensionnaire est loin d'être fou. Ces braves gens menacent de porter plainte auprès du préfet. Groussard est alors placé à l'hôpital municipal de Privas. Laval, de guerre lasse, décide de libérer finalement ce dangereux « malade », avec résidence surveillée à Vals-les-Bains. Groussard, une fois de plus, refuse. Il veut rejoindre Cannes. Pour mettre un terme à sa guérilla avec cet incorrigible colonel, Vichy accepte ce dernier ultimatum et, le 6 juin, l'ex-aliéné de l'asile de Privas se retrouve dans la ville de son choix. Mais la police est toujours là !

Groussard s'efforce de reprendre, une nouvelle fois, son activité clandestine. Mais la tâche s'avère de plus en plus difficile. Vers l'automne, il pressent le débarquement allié en Afrique du Nord et, sans doute, l'occupation de la zone libre par la Wehrmacht. Sa situation à Cannes deviendrait alors impossible, car il y a longtemps que les Allemands ont l'œil sur lui. Il voudrait rejoindre Londres mais ce projet lui semble, à cette époque, d'une réalisation compliquée. Il choisit Genève. De Suisse, il pourra peut-être plus aisément gagner l'Angleterre ou l'Algérie. Il fixe au 10 novembre la date de son départ, car l'affaire doit être minutieusement préparée. C'est sa dernière chance pour n'être pas repris et, cette fois, déporté par la Gestapo !

Le débarquement allié en Afrique du Nord aura lieu le 8 novembre 1942. Le lendemain, les Allemands occupent la zone libre et lorsque Groussard, après avoir échappé de justesse aux policiers de Cannes, arrive le 10 à Annemasse, il constate qu'à la frontière les douaniers français ont déjà été renforcés par des éléments de surveillance allemands. Le voyage de Cannes à Annemasse en auto s'est relativement bien effectué grâce au concours d'hommes de confiance de la Résistance, et notamment de ceux de la Savoie. C'est chez l'un d'eux que Groussard et son compagnon de route passent la nuit. Le jour suivant leur hôte, qui est maraîcher

et vend régulièrement ses produits à Genève, place nos deux hommes dans le fond de sa charrette, les recouvre de ses légumes et passe la frontière sans incident. Et voici le colonel Georges A. Groussard à Genève. Précisons, pour certains de nos amis français, dont on prétend qu'ils affectent volontiers d'ignorer la géographie, que cette ville se trouve en Suisse !

* * *

Ce qui ne paraît pas beaucoup impressionner Groussard qui, ami sincère de notre pays, a le sentiment d'être chez lui, les Allemands en moins, bien entendu. Et comme il n'a pas de temps à perdre, il nous dit avoir immédiatement installé son P.C. à la rue de Lausanne et qu'après quelques jours de rodage, son service de « contre-espionnage » lui donne toute satisfaction. Nous n'allons pas le chicaner sur les mots. On peut toutefois se demander comment il concevait pratiquement cette dernière activité ? Car le « contre-espionnage », ainsi que ce terme l'indique, c'était la parade organisée par notre 2^e bureau face à toutes investigations des services de renseignements étrangers ayant la Suisse pour objet. Mais passons sur cette simple question de ... terminologie ! Il prend ensuite contact avec les officiers du SR suisse qui sont sur place et il a pour eux, dans son livre, des paroles d'estime et de reconnaissance. Car ils ne manquent pas de « compréhension ». L'entente est parfaite, notamment pour sauver des patriotes français en danger de capture et sans doute de mort. Ce qui était, dans ce domaine, naturel et humain de leur part. Et François Mauriac a eu peut-être tort d'écrire « qu'il est difficile de faire vivre dans une même cuisine des serviteurs appartenant à des maîtres différents ». N'insistons pas davantage sur ce chapitre délicat et disons en toute modestie au brave colonel Groussard que si nous n'avons pas eu le privilège de le connaître personnellement, son activité « secrète » sur territoire suisse n'avait pas échappé à notre bienveillante attention. Car si notre dur métier, au cours de

la guerre 39-45, nous obligeait avant tout à ouvrir largement les yeux sur tant d'événements extérieurs, il ne nous empêchait pas de les fermer lorsque le sentiment pouvait dominer la raison. Il faut d'ailleurs reconnaître que le colonel Groussard, conscient de sa délicate situation dans un pays qui ne cessait de jongler avec son acrobatique neutralité, a toujours évité de nous mettre dans l'embarras... une fois admis le principe de la Résistance française sur sol helvétique!

Comme on l'a relevé plus haut, le désir de Groussard est de reprendre le combat en Afrique du Nord. Mais Londres insiste pour qu'il demeure à Genève qui est un précieux centre d'informations. Groussard accepte. Il nous parle longuement de ses compagnons de lutte et de ses « amis suisses ». Puis il nous décrit Annemasse, son combat quotidien contre l'ennemi, ses souffrances, les derniers soubresauts de l'occupation allemande.

* * *

Après l'analyse de ce fort volume, tout empreint d'un patriotisme ardent et inflexible, terminons ces lignes par quelques considérations générales. Ce rappel « d'événements vécus » est essentiellement axé, et c'est normal, sur l'activité de l'auteur, qui en est le personnage central et sur celle de ses compagnons de lutte auxquels il ne ménage ni ses éloges ni sa reconnaissance. Cependant, il est évident que d'autres réseaux parallèles ont existé et nous pensons ici, par exemple, aux souvenirs que Guillain de Bénouville a évoqués dans son émouvant ouvrage « *Le sacrifice du matin* »¹. On y voit que son destin l'a également conduit à Genève où il installe aussi son propre « service de renseignements » et rencontre Groussard, sans lui faire du reste aucune concurrence déloyale; car on est entre amis et il y a du travail pour tout le monde! D'où il se confirme que la Résistance française, à l'image des partisans italiens luttant contre le néo-fascisme et les Alle-

¹ Editions Robert Laffont, Paris

mands, n'a jamais été unifiée ni hiérarchisée comme on le désirait à Londres. Une telle organisation, sous commandement unique résidant en métropole, lui eût sans doute donné plus de cohésion et, peut-être, davantage d'efficacité. Mais il y a loin de la théorie à la pratique et il faut bien reconnaître que ce sont les servitudes imposées par l'occupation allemande qui ont empêché cette concentration de se réaliser. Et c'est pourquoi la résistance, bien que ses combattants fussent réunis et animés par un même idéal, s'est principalement exprimée par des actions clandestines plus ou moins localisées.

Cette nécessaire dispersion des efforts dans le temps et dans l'espace explique mieux l'aspect sporadique et fragmentaire de l'histoire de la Résistance où chaque réseau peut, en quelque sorte, raconter sa propre aventure. D'où le caractère autobiographique de ces ouvrages, qui se ferment le plus souvent sur les « exploits décisifs » de la petite troupe de résistants que commandait l'auteur. Ce n'était donc pas l'objet de *Service secret* de nous décrire parallèlement les opérations alliées de 44-45 sur sol français qui ont finalement repoussé les armées allemandes au-delà du Rhin, ni de nous préciser dans quelle juste mesure l'activité de la Résistance, considérée dans son ensemble, a contribué à la libération de la France. Mais il y a là, pour l'étude de la 2^e guerre mondiale, un problème intéressant qui s'apparente, en principe, à celui des partisans russes agissant derrière les lignes allemandes durant la campagne sur le front est et d'autant plus actuel que ces procédés de combat font partie de la tactique de ce qu'on appelle aujourd'hui la « guerre révolutionnaire ».

Une telle étude pourrait répondre à la question de savoir comment s'est finalement exprimée la collaboration des forces françaises de la Résistance avec les troupes alliées opérant contre l'ennemi commun? Sans doute nos amis français sont-ils déjà rompus à cet enseignement de leur histoire militaire. Aussi bien, est-ce avant tout pour nos camarades suisses que nous faisons ici cette synthèse.

Les réseaux clandestins ont opportunément renseigné Londres, et plus tard Eisenhower et le commandement allié sur l'occupation allemande en France. Leurs actes de sabotage ont partiellement affaibli la valeur combative de la Wehrmacht et parfois diminué sa liberté de mouvements. Les maquis ont fixé sur place des unités allemandes dont l'intervention eût été plus utile ailleurs, notamment face aux débarquements de 1944. Elle a alimenté en volontaires les contingents français qui se formaient à l'extérieur. Voilà la « résistance » que nous appellerons « statique » et qui englobe la période de fin 1940 au milieu de 1944, c'est-à-dire jusqu'au démarrage des opérations militaires actives introduites par les débarquements alliés. Car l'essentiel, pour l'intelligence de ce phénomène national que fut la Résistance est, comme on le fait en tactique, de « sérier les questions ». Et c'est bien là le seul moyen d'y voir clair.

Si l'on élargit toutefois la notion de « résistance » — à laquelle certains auteurs paraissent donner, dans leurs « mémoires », un sens trop restrictif — à l'ensemble des efforts français tendant à la victoire alliée commune, on constate que la France, le moment propice venu et en dehors des maquis de l'intérieur, a repris le combat traditionnel, les armes à la main, aux côtés des Alliés. En 1942, l'Afrique du Nord voit renaître une armée française, initialement aux ordres de Giraud et dont des divisions vont participer, dès 1943, sous le commandement du général Juin, à la campagne d'Italie dans le cadre des armées d'Alexander. Le 6 juin 1944, c'est le débarquement de troupes alliées en Normandie, parmi lesquelles on discerne des contingents français, soldats de la bataille des Flandres et volontaires venus rejoindre de Gaulle en Grande-Bretagne. Le 15 août de cette même année 44, c'est l'ouverture d'un nouveau front allié dans le Sud de la France, où le 6^e Groupe d'armées du général Devers (7^e armée américaine Patch et 1^{re} armée française de Lattre de Tassigny) prend pied dans le secteur Saint-Raphaël-Fréjus puis, refoulant vers le nord la 1^{re} armée allemande

du général von Blaskowitz qui défend cette région, vient s'incorporer dans le dispositif d'ensemble d'Eisenhower, face à l'Allemagne, à l'ouest du Rhin. On connaît l'épopée des troupes de de Lattre qui, après avoir enlevé Colmar¹, franchissent le Rhin pour atteindre le Danube.

A ces grandes unités françaises reconstituées se joignent, pour y être assimilées ou pour assurer leurs arrières les FFI (Forces françaises de l'intérieur) et les FFL (Forces françaises de libération) issues de la Résistance.

On voit donc, en résumé, que la Résistance, après avoir organisé et mené sa guérilla sur place, puis participé de l'extérieur à la reconquête de la France, a finalement contribué à la victoire commune.

Cette Résistance, qu'a-t-elle en fait obtenu, sur le plan international, au profit de la France? Cela peut sembler paradoxal, mais c'est la *Conférence de Yalta* qui va nous donner la réponse². Elle réunit, en Crimée, du 4 au 11 février 1945, Roosevelt, Staline et Churchill, les trois Grands de cette époque héroïque. De Gaulle, chef du Gouvernement provisoire français, n'est pas invité. Roosevelt a deux idées fixes: obtenir que Staline déclare la guerre au Japon, auquel la Russie est liée par un « traité d'amitié » (*sic*), et préciser les grandes lignes de la future organisation des nations unies (l'actuelle ONU). L'énigmatique et rusé Staline, qui va sortir vainqueur de cette inégale confrontation (car, en février 1945, les armées russes sont en pleine offensive en Allemagne où elles ont atteint l'Oder et dans les Balkans) veut que la fin de la guerre lui permette d'asseoir son autorité sur un ensemble de pays qu'on appelle encore aujourd'hui les « satellites » de l'URSS. On y discute aussi de la « capitulation sans conditions » du III^e Reich et notamment de l'occupation de

¹ Voir la remarquable étude du colonel-divisionnaire Montfort *La bataille de Colmar* (20 janvier au 9 février 1945) publiée dans les numéros de septembre et d'octobre 1962 de la *Revue militaire suisse*.

² On lira avec intérêt l'ouvrage paru récemment sur *Yalta ou le partage du monde*, de Arthur Conte. — Editions Robert Laffont, Paris. — Nous nous proposons d'y revenir prochainement (*Réd.*).

l'Allemagne. L'avenir de la France ne semble intéresser ni Roosevelt ni Staline. Mais Churchill est là. Et, sans désespérer, avec ce farouche entêtement qu'on lui connaît, il plaide la cause de la France. Il rappelle les efforts et les sacrifices de la Résistance, sa reprise du combat en Afrique du Nord, puis en Italie; sa participation aux débarquements de 1944, la présence d'une armée française dans la bataille en cours sur le Rhin, car nous sommes en février 45 et l'Allemagne n'est pas encore totalement vaincue. Et Churchill obtient que la France soit reconnue comme puissance ayant contribué à la victoire des Alliés. Le chapitre IV des *Accords de Yalta*, signés le dimanche 11 février 1945, confirme cette décision dans les termes suivants: « *Il a été convenu qu'une zone d'Allemagne, qu'occuperont les forces françaises, serait attribuée à la France. Cette zone sera prise dans les zones anglaise et américaine et son étendue sera fixée par les Anglais et les Américains après consultation avec le Gouvernement provisoire français.*

» *Il a aussi été convenu que le Gouvernement provisoire français sera invité à devenir membre du Conseil de contrôle allié pour l'Allemagne.* »

Ce résultat est dû, incontestablement, à la *Résistance*, dont le beau livre du colonel Georges A. Groussard nous rappelle le patriotisme et les sacrifices consentis pour que la France recouvre sa puissance et sa liberté!

Colonel-brig. R. MASSON
